



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/12122025/24
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025106-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation

DÉLIBÉRATIONS



Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

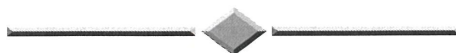
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/24
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025106-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



24 TABLEAU DES EMPLOIS AU 01.01.2026

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément à l'article L.313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « *Les emplois de chaque collectivité ou établissement [...] sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Lorsqu'il s'agit d'un emploi mentionné à l'article L. 412-5 [emploi de direction ou d'expertise], elle précise en outre la nature de celui-ci et la durée des fonctions. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel territorial. Dans ce dernier cas, elle indique le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé.*

Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent. »

Il ressort de cet article que seule l'assemblée délibérante peut créer, modifier, supprimer un emploi et à chaque emploi correspond une délibération de création. Par ailleurs la délibération peut mentionner un ou plusieurs grades ce qui permet de s'adapter au profil diversifié des candidats qui postuleront (Article L.313-1 du Code Général de la Fonction Publique).

Pour des raisons de légalité, les collectivités et établissements doivent également disposer de documents retraçant l'ensemble des emplois créés au sein de la structure. Cet outil, nommé tableau des emplois est aussi le point de départ de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (G.P.E.E.C.).

Un tableau des effectifs (document budgétaire obligatoire) existe au C.C.A.S. Toutefois, celui-ci ne comporte pas l'ensemble des informations nécessaires.

Depuis presque un an et demi, les délibérations du C.C.A.S créant les postes indiquent les cadres d'emplois et non plus les grades et se sont enrichies d'autres mentions obligatoires, ces données font en outre l'objet d'un suivi.

Néanmoins, afin de pouvoir répondre de manière pleinement sécurisée aux obligations réglementaires comme la mention des dates de création des postes sur l'ensemble des postes du C.C.A.S., il convient de procéder à une opération de régularisation consistant à supprimer tous les postes et les recréer à la même date.

Cette opération permettra de disposer d'une date consignée de création de poste et se faisant de disposer d'un tableau des emplois de base à partir duquel de nouvelles pratiques de gestion pourront être mis en place.

A cette occasion et pour information, tous les postes seront créés sur une logique de cadres d'emplois (de un à quatre) et non de grade afin de permettre plus de souplesse sur les recrutements, tant externes qu'internes, et d'opportunités pour les agents du C.C.A.S. Bien entendu, les cadres d'emplois visés correspondent statutairement aux missions des postes et sont sélectionnés en conséquence.

Ce tableau est présenté en annexe 1 à la présente délibération.

Sur la base du tableau des emplois présenté ci-avant, et pour tenir compte des ajustements organisationnels intervenus depuis sa finalisation, il convient de lui apporter un certain nombre de modifications.

II. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PARTIE EMPLOIS PERMANENTS

▪ AJUSTEMENT DES INTITULÉS ET CADRES D'EMPLOIS

La création du service d'aide à domicile (S.A.D.) au 1^{er} janvier 2026 nécessite un certain nombre d'ajustements au niveau de l'intitulé des emplois.

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/24
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025106-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



En effet, l'actuel poste de responsable du S.S.I.A.D. et E.S.A. devient responsable aide, S.A.D. soin et E.S.A.

De même, le poste d'assistant administratif du S.S.I.A.D. et de l'E.S.A. devient assistant administratif du S.A.D. regroupant :

- S.A.D. « aide »,
- S.A.D. « soin »
- E.S.A.

Un poste d'infirmière coordinatrice du S.S.I.A.D. devient un poste de responsable de coordination du S.A.D.

▪ CRÉATION ET SUPPRESSION D'EMPLOI

La création du S.A.D. requiert certains ajustements y compris au sein des résidences autonomie.

Ainsi, pour une meilleure organisation, le S.A.D., dans sa section aide, il est proposé de créer un poste de responsable du secteur aide à domicile dont les missions consisteront à encadrer et coordonner l'activité des 8 aides à domicile. Ce poste relèvera du cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux et sera également ouvert aux cadres d'emplois de catégorie B de la filière Médico-sociale.

Au sein des résidences autonomie, des modifications sont à réaliser au niveau de l'animation afin que chacune des quatre résidences dispose d'un assistant de convivialité sur un temps de travail de 50 % contre 100 % précédemment.

Cette nouvelle organisation entraîne la suppression d'un poste d'Assistant de convivialité relevant du cadre d'emplois des Adjoints territoriaux d'animation. Parallèlement, un poste d'assistant de convivialité relevant de ce même cadre d'emplois sera redéployé à raison de 50 % sur deux résidences.

Par ailleurs, afin d'élargir la dimension animation au-delà des résidences autonomie, il est proposé de créer un poste de coordinateur des animations en faveur des aînés relevant du cadre d'emplois des animateurs territoriaux et de supprimer le poste de coordinateur des animations des résidences autonomie relevant de ce même cadre d'emplois. L'ensemble de ces mouvements est détaillé en annexe 2.

III. AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EMPLOIS PARTIE EMPLOIS NON PERMANENTS

Dans son fonctionnement quotidien, dans le but d'assurer la qualité et la continuité du service public et de faire face à l'ensemble de ses missions, il est nécessaire pour le C.C.A.S., de faire appel à des personnels sur des emplois non permanents.

▪ EMPLOIS POUR FAIRE FACE À DU SURCROIT D'ACTIVITÉ, EMPLOIS SAISONNIERS, VACATIONS

Le C.C.A.S. doit faire face très régulièrement à des accroissements temporaires d'activité au sens de l'article 332-23 1 du Code Général de la Fonction Publique et doit faire appel à des collaborateurs externes à temps complet ou non, essentiellement dans les filières sociales et médico-sociales et occasionnellement dans les filières administratives et techniques.

Ce besoin peut représenter un volume allant de 15 à 20 emplois par mois, dont le détail des missions et directions d'affectation est précisé en annexe 3.

De même, afin de faire face à des accroissements saisonniers d'activité au sens de l'article 332-23 2 du Code Général de la Fonction Publique, il est nécessaire d'ouvrir des emplois sur de courtes périodes, à temps complet ou non, notamment dans les filières sociales et médico-sociales.

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/24
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025106-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Ce besoin peut représenter un volume allant de 10 à 15 emplois par mois, dont le détail des missions et directions d'affectation est précisé en annexe 3.

Pour des besoins ponctuels, le C.C.A.S. ouvre également des emplois de vacataires, pour un volume allant de 60 à 70 emplois dans l'année, dont le détail des missions et directions d'affectation est précisé en annexe 3.

▪ CONTRAT DE PROJET

Par délibération du 26 septembre 2024, le Conseil d'Administration a autorisé la création d'un contrat de projet pour une durée de deux ans afin d'apporter un appui au chef de service de la Maison des Aînés dans un contexte de retraite progressive d'activité.

Cet emploi non permanent de chargé de mission relevant des cadres d'emplois d'Attachés territoriaux, Conseillers sociaux-éducatifs et Cadres de santé avait été créé sur une quotité de 0.7 ETP. Eu égard à l'augmentation de la charge de travail au sein du service, il est proposé d'augmenter la quotité d'emploi à hauteur de 0.8 ETP.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- approuver la mise à jour du tableau des emplois et ses modifications
- approuver le recours à des personnels sur emplois non permanents et l'augmentation de la quotité de travail du chargé de mission recruté dans le cadre d'un contrat de projet.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L313-1 et L332-23,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R123-20,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 26 septembre 2024 relative à la création d'un contrat de projet au sein de service des aînés,

VU l'Avis du Comité Social Territorial du 11 décembre 2025,

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des ajustements de qualification d'emplois à temps complet et non complet résultant de vacances de postes, des changements de filière, des transferts de postes ou de l'évolution des missions.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- approuve l'opération de régularisation consistant à supprimer tous les postes de l'établissement et les recréer à la même date et d'adopter ce tableau des emplois complet dans sa nouvelle version tel que figurant en annexe 1,
- approuve les modifications du nouveau tableau des emplois adopté ci-dessus, partie emplois permanents détaillées en annexe 2,3.

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/24
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025106-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

- précise que les emplois créés seront pourvus par des fonctionnaires titulaires d'un grade appartenant au(x) cadre(s) d'emplois dont relèvent les postes, ou en l'absence de ces fonctionnaires par des agents contractuels justifiant nécessairement des diplômes requis pour se présenter aux concours correspondant au niveau du poste concerné ou d'une expérience professionnelle équivalente. La rémunération est calculée sur la base de la grille indiciaire et des primes afférentes au grade concerné,
- autorise en l'absence de candidature de fonctionnaires ou si la candidature d'un agent contractuel présente un avantage déterminant en matière d'expérience, de formation ou de compétence, le recrutement d'agents contractuels sur le fondement de l'article L. 332-8 1° et 2° dont les candidatures correspondent aux missions générales de l'emploi décrites dans les fiches de postes correspondantes. La rémunération sera fixée par le ou les cadres d'emplois ouverts pour chaque emploi,
- précise que les dispositions autorisant le recours au recrutement d'agents contractuels suivront les évolutions réglementaires et législatives,
- approuve et autorise le recours à des personnels sur emplois non permanents tel que défini en annexe 3,
- autorise l'augmentation de la quotité d'emploi du contrat de projet au sein de la Maison des Aînés,
- autorise Monsieur le Président du C.C.A.S., ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dossier,
- DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget principal, chapitre 012 et au « groupe II - dépenses afférentes au personnel » des budgets annexes.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.